

## Information financière semestrielle au 30 juin 2014

Rapport semestriel d'activité	2
Etats financiers consolidés résumés	6
Attestation du Responsable du rapport financier semestriel	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	24

# Rapport d'activité

## Chiffres clés consolidés

Au premier semestre 2014, les chiffres clés consolidés du Groupe sont les suivants en milliers d'euros (K€) :

	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	Variation	Variation en %
Produits des activités ordinaires	85 454	96 254	-10 800	-11,2%
Résultat opérationnel courant (ROC)	1 710	-4 815	6 525	136,0%
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	-166	-49 391	49 225	99,7%
Résultat financier	-895	-2 814	1 919	68,2%
Impôts	- 1 111	4 763	-5 874	-123,3%
Résultat des activités en cours de cession	-131	-2 677	2 546	95,1%
Résultat net total	- 593	-54 934	54 341	98,9%

Variation en % : « - » : dégradation et « + » amélioration

## Faits marquants de la période

- Du 27 décembre 2013 au 13 janvier 2014, Calida Holding AG a initié une offre publique d'achat simplifiée permettant ainsi à Calida Holding AG d'acquérir 533 120 actions représentant 8,9% du capital
- Du 17 janvier au 30 janvier 2014, augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription portant sur 1 122 735 titres, portant la participation de Calida à 59,92%.

## Rapport semestriel d'activité

Les commentaires du rapport d'activité semestriels sont réalisés en comparaison au semestre clos au 30 juin 2013 retraité, lorsque ceux-ci apparaissent plus pertinents pour expliquer l'activité. Les comptes antérieurement publiés ont été retraités pour donner une vision comparable après changement de la date de clôture de l'exercice.

## Un chiffre d'affaires semestriel en recul mais conforme à la stratégie du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'établit à 85,5 millions d'Euros (ci-après : m€), en retrait de 10,8 m€ (-11,2%), soit un recul de -10,2% par rapport aux six premiers mois de l'année civile 2013 (données retraitées) à taux de change constant.

La distribution se fait à 77,5% par le réseau « wholesale » (grossistes) et à 22,5% par le réseau « retail » comprenant les boutiques, les magasins d'usine et le e-commerce.

Le pôle « Mobilier » du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients. En particulier le mobilier de jardin qui effectue la majorité de ses ventes au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année. A l'inverse, la marque Eider, fortement positionnée sur le ski, réalisera la majeure partie de son chiffre d'affaires au second semestre.

Activité par pôle (en M€)	Janvier - juin 2014	Janvier - juin 2013 (*)	Janvier - juin 2013 (*)	Variation 2014 / 2013		Variation 2014 / 2013 CC (**)	
				CC (**)	Valeur	%	Valeur
	Montagne & outdoor	42,7	51,1	50,1	-8,4	-16,5%	-7,4
Mobilier	27,0	25,8	25,7	1,2	4,6%	1,3	4,9%
Surf	15,8	19,4	19,4	-3,6	-18,6%	-3,6	-18,6%
<b>Groupe LAFUMA</b>	<b>85,5</b>	<b>96,3</b>	<b>95,2</b>	<b>-10,8</b>	<b>-11,2%</b>	<b>-9,7</b>	<b>-10,2%</b>

Activité par zones géographiques (en M€)	Janvier - juin 2014	Janvier - juin 2013 (*)	Janvier - juin 2013 (*)	Variation 2014 / 2013		Variation 2014 / 2013 CC (**)	
				CC (**)	Valeur	%	Valeur
	France	47,6	55,1	55,1	-7,5	-13,7%	-7,5
International	37,9	41,2	40,1	-3,3	-8,0%	-2,2	-5,5%
<b>Groupe LAFUMA</b>	<b>85,5</b>	<b>96,3</b>	<b>95,2</b>	<b>-10,8</b>	<b>-11,2%</b>	<b>-9,7</b>	<b>-10,2%</b>

(\*) : Le premier semestre 2013 a été reconstitué à partir des données communiquées aux T3 2012/2013 et T1 2012/2013.

La date d'arrêt des comptes a été modifiée de septembre à décembre.

(\*\*) : CC : Change Constant

Le pôle « **Montagne et Outdoor** » regroupant les marques Millet, Eider et Lafuma affiche une décroissance maîtrisée de -14,8% à taux de change constant. La stratégie de recentrage sur des réseaux de distribution rentables a conduit le Groupe à réduire le chiffre d'affaires essentiellement de la marque Lafuma (- 32,3%). L'activité Eider est stable alors que l'activité Millet marque un recul de 5% essentiellement sur les ventes au Japon et en Corée.

Le pôle « **Mobilier** » voit son chiffre d'affaires progresser de 4,9% à taux de change constant, les ventes s'équilibrant entre le marché national et les marchés export. Les marchés export ont montré leur potentiel de progression avec une croissance de 19,6% (hausse des volumes et du prix moyen des produits) surtout marquée en Allemagne et en Belgique.

Le pôle « **Surf** » qui réalise 84% de son chiffre d'affaires en France, recule sur le premier semestre de 18,6% à taux de change constant, conformément au plan stratégique de repositionnement ciblé de sa collection (la marque Oxbow a présenté une collection plus restreinte basée sur son héritage) et de ses réseaux de distribution (fermeture des magasins non rentables et sélection plus forte des réseaux de distribution).

### Rentabilité opérationnelle courante

Pour la période de six mois clos aux	30 juin 2014		30 juin 2013 (retraité)	
	Valeur	% des ventes	Valeur	% des ventes
Produit des activités ordinaires	85 454	100,0%	96 254	100,0%
Achats consommés	-36 649	-42,9%	-43 689	-45,4%
Autres achats et charges externes	-22 614	-26,5%	-25 202	-26,2%
Charges de personnel	-20 537	-24,0%	-24 326	-25,3%
Impôts et Taxes	-1 033	-1,2%	-1 222	-1,3%
Dotations aux amortissements	-2 185	-2,6%	-2 383	-2,5%
Dotations aux provisions	-89	-0,1%	-1 777	-1,8%
Autres produits et charges d'exploitation	-637	-0,7%	-2 470	-2,6%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>1 710</b>	<b>2,0%</b>	<b>-4 815</b>	<b>-5,0%</b>

Les effets du repositionnement stratégique sont visibles dès le premier semestre de l'année 2014. La baisse maîtrisée du chiffre d'affaires se traduit par une amélioration de la marge brute de 2,5 points. Les deux plans de sauvegarde de l'emploi (UES Lafuma et Oxbow) ont permis de redimensionner les équipes au juste niveau de l'activité et ainsi d'améliorer le coût du personnel de 1,3 point.

Le résultat opérationnel courant s'établit à un profit de 1,7 millions d'euros en amélioration de 6,5 millions d'euros par rapport à la même période de l'année 2013.

Les autres produits et charges opérationnels détaillés ci-dessous, reflètent le déroulement des deux plans de sauvegarde de l'emploi.

Pour les périodes intermédiaires de six mois aux	30 juin 2014			31 mars 2013 (publié)		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges nettes sur cession d'actifs	-263	23	-240	-157	1 877	1 720
Restructurations	-6 678	6 752	74	-3 607	27	-3 580
Restructurations financières	-322	322	0	-872	0	-872
Produits et charges relatifs aux actifs incorporels	0	0	0	-27 042	0	-27 042
Changement d'estimation des dépréciations stocks et clients	0	0	0	-11 660	0	-11 660
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>-7 263</b>	<b>7 097</b>	<b>-166</b>	<b>-43 338</b>	<b>1 904</b>	<b>-41 434</b>

Le résultat financier s'améliore fortement sous l'effet bénéfique des augmentations de capital réalisées en début d'exercice.

La quote-part du résultat net en 2013 correspondait à la mise en équivalence de la coentreprise Chinoise (49%), cédée en cours d'exercice 2013.

La charge d'impôt de 1,1 millions d'euros s'analyse par une charge de CVAE pour un montant de 0,5 millions d'euros, une charge d'impôt exigible au 30 juin relative à Lafuma Mobilier, société non fiscalement intégrée, pour 1,5 millions d'euros et un produit d'impôts différés de 0,9 millions d'euros. Cependant, l'activité de Lafuma Mobilier étant fortement saisonnière, le résultat attendu en fin d'année sera plus faible que celui constaté dans les comptes semestriels.

Le résultat net total est en amélioration de 54,3 millions d'euros et s'établit à une perte de -0,6 millions d'euros.

### Flux de trésorerie

La capacité d'autofinancement au 30 juin 2014 est une consommation de trésorerie de 3,8 millions d'euros, marquant les règlements liés aux PSE mis en place en 2013.

Traditionnellement, et avant modification de la date de clôture, la variation de Besoin en Fonds de Roulement était fortement négative au 1er semestre clos au 31 mars, du fait de la saisonnalité de notre activité et de l'importance de l'activité Mobilier avec une forte consommation de BFR.

Au 30 juin 2014, la variation de BFR de -1,4 millions se compose de -0,8 millions pour la partie opérationnelle (stocks, créances clients et dettes fournisseurs) et de -0,6 millions pour les autres créances et autres dettes.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements s'élève à une consommation de 1,1 millions d'euros, constitué pour 0,3 millions d'actifs incorporels (portés par Oxbow Distribution et Lafuma) et 1,0 million d'euros d'actifs corporels.

La consommation de trésorerie liée aux opérations de financement s'élève à 7 millions d'euros, constituée principalement pour 4,6 millions d'un remboursement des comptes courants d'actionnaires, pour 6,3 millions de remboursement de dettes financières (dont 4 m€ emprunt obligataire Micado), compensés par un apport lié à la partie libérée en trésorerie de l'augmentation de capital pour 4,7 millions d'euros.

L'ensemble de ces flux représente au 30 juin 2014, une consommation de trésorerie de 13,2 millions d'euros.

### **Situation financière et bilan**

Au 30 juin 2014, la trésorerie nette disponible s'élève à 15,6 millions d'euros.

Les capitaux propres du Groupe se trouvent fortement renforcés par les opérations en capital. Le total des actifs consolidés s'élève à 123,8 millions au 30 juin 2014, en baisse de 13,6 millions par rapport à la clôture annuelle au 31 décembre 2013. Cette baisse significative porte essentiellement sur la consommation de trésorerie pour 13,5 millions et plus marginalement sur les postes constitutifs du BFR.

Les passifs courants, en baisse de 23,2 millions d'euros, s'expliquent par l'utilisation de la provision pour risques et charges (6,9 millions), le remboursement des dettes financières (16,8 millions).

### **Perspectives pour la fin de l'exercice**

Au regard du carnet de commandes disponible à date, le Groupe confirme les baisses planifiées de chiffre d'affaires sur l'année, se recentrant ainsi sur une activité plus restreinte mais plus rentable.

Le repositionnement de la distribution ainsi que les actions d'améliorations opérationnelles et les mesures de réduction des coûts, devraient conduire à une amélioration progressive du résultat opérationnel courant.

## Etats financiers consolidés résumés

### Compte de résultat consolidé

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire). Les tableaux comportent des données arrondies individuellement. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les totaux affichés.

Les données présentées en comparables sont celles publiées pour la situation intermédiaire arrêtée au 31 mars 2013 ou pour la situation arrêtée au 31 décembre 2013.

#### Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 31 mars 2013

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 mars 2013
Produit des activités ordinaires		85 454	102 927
Achats consommés		-36 649	-49 869
Autres achats et charges externes		-22 614	-25 726
Charges de personnel		-20 537	-25 629
Impôts et taxes		-1 033	-1 359
Dotations aux amortissements		-2 185	-2 541
Dotation aux provisions		-89	-955
Autres produits et charges d'exploitation		-637	-1 154
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>1 710</b>	<b>-4 306</b>
Autres produits et charges opérationnels	5.1	-166	-41 434
<b>Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition</b>		<b>1 544</b>	<b>-45 740</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition	8.1	0	-12 699
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>1 544</b>	<b>-58 439</b>
Produit de trésorerie et équivalents de trésorerie		1	1
Coût de l'endettement financier brut		-628	-1 380
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	10.2	<b>917</b>	<b>-1 379</b>
Autres produits et charges financiers		-268	-47
Quote part du résultat net des entreprises associées		0	-1 383
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>649</b>	<b>-61 249</b>
Impôts	6	-1 111	4 633
<b>Résultat net après impôts des activités poursuivies</b>		<b>-462</b>	<b>-56 616</b>
Résultat des activités cédées, en cours de cession ou abandonnées	3.3	-131	-3 463
<b>Résultat net total</b>		<b>-593</b>	<b>-60 079</b>
Part revenant aux minoritaires		-51	-119
<b>Résultat net total (part du Groupe)</b>		<b>-542</b>	<b>-59 960</b>
Résultat net par action (part du Groupe), en euros	7	-0,08	-17,22
Résultat net dilué par action (part du Groupe), en euros	7	-0,08	-16,93

## Etat du résultat global consolidé

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 31 mars 2013

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 mars 2013
<b>Résultat net de la période</b>		<b>- 593</b>	<b>-60 079</b>
Juste valeur des instruments dérivés		178	494
Ecarts actuariels sur engagements de retraite		-131	-36
Juste valeur des options d'achat d'actions		0	0
Ecarts de conversion		71	-1 566
Impôts liés aux autres éléments du résultat global		41	0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>159</b>	<b>-1 108</b>
<b>Résultat global total</b>		<b>-434</b>	<b>-61 187</b>
Part revenant aux actionnaires de la société mère		-388	-61 068
Part revenant aux actionnaires minoritaires		-51	-119

## Bilan consolidé

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2014 et la situation au 31 décembre 2013

<i>Actif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
Ecarts d'acquisition		0	0
Immobilisations incorporelles	8.2	12 476	12 516
Immobilisations corporelles	8.3	9 614	10 650
Autres actifs financiers non courants		3 913	3 937
Participations dans les entreprises associées		0	0
Actifs d'impôts différés	6	858	0
Autres actifs non courants		0	0
<b>Actifs non courants</b>		<b>26 861</b>	<b>27 104</b>
Stocks et en cours	9.1	32 210	35 859
Créances clients	9.2	24 740	25 244
Actifs d'impôt exigible		3 543	3 506
Créances fiscales et sociales		9 201	6 148
Autres créances et actifs courants		6 803	5 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.1	20 296	33 835
<b>Actifs courants</b>		<b>96 793</b>	<b>109 910</b>
<b>Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés</b>		<b>151</b>	<b>346</b>
<b>Total Actif</b>		<b>123 805</b>	<b>137 360</b>

Pour la situation intermédiaire au 30 juin 2014 et la situation au 31 décembre 2013

<i>Passif - En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013
Capital social		56 885	47 903
Primes		59 027	57 904
Réserves consolidées		-54 125	-47 106
Ecarts de conversion		-1 859	-1 930
Résultat de l'exercice		-542	-7 107
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>59 386</b>	<b>49 664</b>
Intérêts minoritaires		-284	-233
<b>Capitaux propres</b>		<b>59 102</b>	<b>49 431</b>
Provisions pour risques et charges – part à long terme		1 292	1 202
Dettes financières à long terme		0	0
Passifs d'impôt différé		209	249
Autres passifs non courants		235	237
<b>Passifs non courants</b>		<b>1 736</b>	<b>1 687</b>
Provisions pour risques et charges – part à court terme		8 567	15 498
Dettes financières à court terme	10.1	4 734	21 518
Dettes fournisseurs		24 108	24 593
Passifs d'impôt exigible		1 440	31
Dettes fiscales et sociales		15 500	14 050
Autres dettes et passifs courants		5 250	7 120
<b>Passifs courants</b>		<b>59 599</b>	<b>82 811</b>
<b>Passifs liés aux actifs non courants et à un groupe d'actifs destinés à être cédés</b>		<b>3 368</b>	<b>3 431</b>
<b>Total Passif</b>		<b>123 805</b>	<b>137 360</b>



## Tableau consolidé des flux de trésorerie

Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014 et 31 mars 2013

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 mars 2013
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>		<b>-462</b>	<b>-56 616</b>
Incidence des sociétés mises en équivalence		0	1 383
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		1 389	45 188
Dotations et reprises de provisions - réorganisation		-6 450	0
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		-105	88
Résultats sur cession d'actifs, subventions		115	382
Charges et produits calculés liés aux stock-options		0	0
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie		0	-318
Coût de l'endettement financier net		627	1 378
Charge d'impôt (yc impôts différés)		1 111	-4 640
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats</b>		<b>-3 775</b>	<b>-13 155</b>
Variation du BFR (yc dette liées aux avantages au personnel)		-1 354	-1 724
Impôt versé		-111	-575
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-5 240</b>	<b>-15 454</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		-1 229	-1 445
Acquisition d'immobilisations financières		0	7
Variation des autres actifs non courants		-128	-252
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		37	3 582
Encaissement du crédit vendeur – Le Chameau		0	13 867
Cessions d'immobilisations financières		186	0
Incidence des variations de périmètre		0	-31
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 134</b>	<b>15 727</b>
Augmentation de capital (yc stock-options)		4 639	0
Acquisition et vente d'actions propres		0	-94
Nouveaux emprunts		0	4 122
Variation des comptes courants d'actionnaires		-4 594	0
Remboursements d'emprunts		-6 323	-12 062
Intérêts financiers nets versés		-730	-1 374
Dividendes distribués		0	0
Autres flux liés aux opérations de financement		0	-2 451
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-7 008</b>	<b>-11 859</b>
Impact de la variation des taux de change		65	9
Flux nets liés aux activités cédées, en cours de cession ou abandonnées		74	-51
Variation de la trésorerie nette		-13 243	-11 627
<b>Augmentation ou diminution de la trésorerie</b>			
Trésorerie en début d'exercice		28 830	-5 730
Trésorerie en fin d'exercice		15 587	-17 357
<b>Variation de la trésorerie nette</b>		<b>-13 243</b>	<b>-11 627</b>

## Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Résultat enreg. directement en capitaux propres	Réserves et résultat consolidé	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>47 903</b>	<b>57 904</b>	<b>-108</b>	<b>-1 576</b>	<b>-54 459</b>	<b>49 664</b>	<b>-233</b>	<b>49 431</b>
Opérations sur capital	8 982	1 123				10 105		10 105
Opérations sur titres d'auto-contrôle								
Dividendes versés								
Résultats de l'exercice					-542	-542	-51	-593
Résultats enregistrés directement en capitaux propres								
Juste valeur sur instruments dérivés				178		178		178
Ecart actuariels sur engagements de retraite				-90		-90		-90
Juste valeur d'options d'achat d'actions								
Ecart de conversion				71		71		71
Variation de périmètre et de pourcentage d'intérêt								
Autres variations								
<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>56 885</b>	<b>59 027</b>	<b>-108</b>	<b>-1 417</b>	<b>-55 001</b>	<b>59 386</b>	<b>-284</b>	<b>59 102</b>

## Notes annexes aux comptes consolidés

Lafuma est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Lafuma ». Le siège social de la société est situé à Annecy-le-Vieux, 3, impasse des prairies.

Créé en 1930, le groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin et de camping). Les principales marques de diffusion sont Millet, Eider, Lafuma et Oxbow.

En date du 10 septembre 2014, le conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés résumés de Lafuma pour le semestre se terminant le 30 juin 2014.

### 1 BASE DE PREPARATION ET METHODES COMPTABLES

#### 1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Lafuma sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne :  
[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

#### 1.2 Base de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés arrêtés au 30 juin 2014 ont été préparée conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire".

Ils ne comprennent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significative et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013. Ces états financiers sont disponibles sur demande au siège social de la société ou sur le site internet [www.groupe-lafuma.com](http://www.groupe-lafuma.com)

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère du Groupe.

#### 1.3 Méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables à partir de l'exercice 2014.

*1.3.1 Normes, amendements et interprétations en vigueur à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2014, au sein de l'Union européenne*

Le groupe Lafuma a appliqué les normes, amendements et interprétations suivants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe.

- IFRS 10 « Etats financiers » et IAS 27 révisée « Etats financiers individuels » : IFRS 10 remplace l'ancienne norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » et l'ancienne interprétation SIC 12 « Consolidation – entités ad hoc ». Ce texte introduit une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements.
- IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 révisée « Participations dans les entreprises associées et en co-entreprises » : IFRS 11 et IAS 28 révisée remplacent la norme IAS 31 « Participation dans des co-entreprises » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées », ainsi que l'interprétation SIC 13 « Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des co-entrepreneurs ». La notion du contrôle conjoint repose sur l'existence d'un accord contractuel et le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Ces textes prévoient essentiellement deux traitements comptables distincts (opérations conjointes ou co-entreprises) car IFRS 11 supprime la méthode de l'intégration proportionnelle.
- IFRS 12 « Information à fournir sur les participations dans les autres entités » : ce texte regroupe l'ensemble des informations à fournir lorsqu'une entité détient des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées, quel que soit le niveau de contrôle ou d'influence exercé sur l'entité.
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 « dispositions transitoires » : ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente.
- Amendement à IAS 32 « compensation des actifs et passifs financiers » : cet amendement clarifie les règles de compensation.
- Amendement à IAS 36 « informations à fournir sur la valeur non recouvrable des actifs non financiers » : cet amendement concerne l'information à fournir sur le montant recouvrable des actifs dépréciés lorsque ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie.
- Amendement à IAS 39 « novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » : cet amendement traite de la possibilité de poursuivre la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture fait l'objet d'une novation d'une contrepartie centrale suite à de nouvelles lois ou nouveaux règlements, si certaines conditions sont remplies.

### 1.3.2 Normes, amendements et interprétations non encore entrées en vigueur, au sein de l'Union européenne

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

Texte adopté par l'Union européenne

- IFRIC 21 « Droits ou taxes » : ce texte précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette des taxes diverses, droits et autres prélèvements, qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS 12, dépend des termes de la législation y afférent, indépendamment de la période de l'assiette de calcul du prélèvement. L'Union européenne a fixé une date d'application obligatoire aux exercices ouverts au plus tard à compter du 17 juin 2014, contre une application au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour l'IASB, soit une application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour le groupe Lafuma.

Textes non encore adoptés par l'Union européenne. Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, listés ci-après, sont applicables selon l'IASB aux dates spécifiées

- IFRS 9 « Instruments financiers – classifications et évaluations » et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7 : date d'entrée en vigueur non connue.

- IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients » : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une participation dans une entreprise commune » : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « clarification sur les modes d'amortissements acceptables » : applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Amendement à IAS 19 « contribution des membres du personnel » : applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2014.
- Améliorations annuelles des normes IFRS cycles 2010-2012 et 2011-2013.

#### 1.4 Comparabilité des comptes

Afin de s'aligner sur la saisonnalité de son activité et de permettre une meilleure appréhension de la performance de chaque collection, le Groupe a décidé de modifier la date de clôture de ses exercices pour la porter du 30 septembre au 31 décembre.

Les comptes de la période intermédiaire de 6 mois présentés dans ces états financiers (janvier 2014 à juin 2014) ne sont donc pas directement comparables avec ceux de la période intermédiaire publiée par référence (octobre 2012 à mars 2013).

Certaines données retraitées sont présentées en notes annexes dès lors qu'elles aident à la compréhension de l'activité. Les principaux chiffres clés consolidés retraités sont les suivants en milliers d'euros. Ils ont été obtenus par différence entre les comptes du 3<sup>ème</sup> trimestre 2012/2013 et ceux du 1<sup>er</sup> semestre 2012/2013.

**Pour les situations intermédiaires aux 30 juin 2014, 30 juin 2013 (chiffres retraités) et 31 mars 2013 (chiffres publiés)**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2014</b>	<b>30 juin 2013 (retraité)</b>	<b>31 mars 2013 (publié)</b>
Produits des activités ordinaires	85 454	96 254	102 927
Résultat opérationnel courant (ROC)	1 710	-4 815	-4 306
Autres produits et charges opérationnels et dépréciation des écarts d'acquisition	-166	-49 391	-41 434
Résultat financier	-895	-2 814	-2 809
Impôts	-1 111	4 763	4 633
Résultat des activités en cours de cession	-131	-2 677	-3 463
Résultat net total	-593	-54 934	-60 079

#### 1.5 Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations concernent plus particulièrement la dépréciation des actifs non courants, les stocks, les créances clients, les provisions pour risques et charges et les engagements de retraites et assimilés.

Les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## 2 FAITS MARQUANTS

### 2.1 Prise de contrôle par le groupe Calida

Suite à l'augmentation de capital réservée à Calida Holding AG de 35 m€ intervenue le 23 décembre 2013, une offre publique d'achat simplifiée initiée par Calida Holding AG, ouverte du 27 décembre 2013 au 13 janvier 2014 inclus, a permis à Calida Holding AG d'acquérir 533 120 actions représentant 8,90% du capital et des droits de vote de la Société.

Calida Holding AG a également acquis, entre le 14 et le 15 janvier 2014, les actions que Calida France et Monsieur Felix Sulzberger détenaient dans Lafuma, soit respectivement 532 645 et 22 000 actions.

Une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 1 122 735 actions pour un prix total de souscription, prime d'émission incluse, de 10 104 615 euros a été ouverte du 17 janvier au 30 janvier 2014, et a été entièrement souscrite.

Au 30 juin 2014, la composition du capital de Lafuma SA est la suivante :

- Calida Holding AG 59,92% du capital
- Concert COMIR/SOPARCIF 11,63% du capital
- CDC entreprises Elan PME 8,54% du capital
- Monsieur Jean-Pierre Millet 7,60% du capital
- Autres détenteurs 12,19% du capital
- Auto-détention 0,12% du capital

### 2.2 Financement

Au 31 décembre 2013, le Groupe en situation de trésorerie nette positive avait remboursé par anticipation la totalité du crédit syndiqué et n'est donc plus soumis à des respects de ratios financiers.

Suite au changement de contrôle intervenu le 23 décembre 2013, et conformément aux dispositions du document d'information relatif à l'emprunt obligataire de 4 millions d'euros portant intérêt au taux de 6,50% l'an et venant à échéance le 2 octobre 2018 (code Valeur FR0011339647), le fonds souscripteur Micado France 2018 a demandé le remboursement anticipé de cette obligation. Le remboursement a été effectué le 28 février 2014.

Les comptes courants d'associés, court terme, pour un montant total de 10,0 m€, octroyés au Groupe en avril 2013 et mai 2013, ont été pour partie incorporés au capital le 13 février 2014 dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (5,5 m€), et pour le solde, remboursés.

### 2.3 Gouvernance

Le Conseil d'Administration en sa séance du 24 février 2014, a procédé à la nomination en tant qu'administrateur, de la société Calida Holding AG, société de droit suisse dont le siège social est situé à Bahnstrasse 6208 Oberkirch (Suisse), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro CH – 100.3.005.095-6, en remplacement de la société Calida France, démissionnaire. Monsieur Thomas Lustenberger a été nommé représentant permanent de Calida Holding AG au sein du Conseil d'Administration de la société Lafuma SA. Les actionnaires réunis le 30 avril 2014 en Assemblée Générale, ont ratifié la nomination de Calida Holding AG.

L'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2014 a décidé de nommer la société Ernst & Young et Autres en qualité de commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de la société Deloitte & Associés

dont le mandat était arrivé à expiration. L'Assemblée Générale a également renouvelé le mandat de la société Grant Thornton, co-commissaire aux comptes titulaire.

L'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2014 a décidé de nommer la société Auditex en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de la société BEAS dont le mandat était arrivé à expiration. L'Assemblée Générale a également renouvelé le mandat de la société Institut de Gestion et d'Expertise Comptable, co-commissaire aux comptes suppléant de la société Grant Thornton.

## **2.4 Restructurations**

Faisant suite aux avis rendus par les instances représentatives du personnel le 11 septembre 2013 chez Oxbow SAS et le 24 septembre 2013 pour l'UES Lafuma, le Groupe a poursuivi au premier semestre 2014, les restructurations débutées en 2013.

Au 30 juin 2014, 169 salariés ont quitté les effectifs du groupe Lafuma, dont 80 chez Oxbow et 89 pour l'UES Lafuma.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2014 a transféré le siège social de Lafuma SA au 3 impasse des Prairies à Annecy-le-Vieux (74 940).

## 3 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 3.1 Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Lafuma au 30 juin 2014 regroupent les comptes de trente sociétés en intégration globale.

### 3.2 Variation du périmètre de consolidation

Depuis le 31 décembre 2013, aucune variation de périmètre n'est intervenue.

### 3.3 Activités abandonnées et actifs détenus en vue de la vente

Au 30 juin 2014, la seule activité destinée à être cédée est l'activité Denim Ober, pour laquelle, à l'occasion du processus de cession, il était apparu nécessaire de procéder préalablement à une restructuration. La nécessaire restructuration a été menée sur le premier semestre de l'année 2014. La cession est toujours envisagée.

En l'application d'IFRS 5, le résultat de cette activité destinée à être cédée est présenté sur la ligne du compte de résultat intitulée « résultat des activités abandonnées ». La ligne « flux nets liés aux activités abandonnées » reprend les flux de trésorerie dans le tableau de flux de trésorerie. Les actifs et les passifs destinés à être cédés sont présentés sur des lignes spécifiques du bilan.

## 4 SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à IFRS 8 « secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe ; elle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président, Directeur-général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

En liaison avec la création de trois pôles, la direction du Groupe a revu les secteurs à présenter, de la manière suivante :

- Montagne et Outdoor : secteur qui regroupe toutes les activités relatives aux marques Lafuma (partie Outdoor), Eider, Millet et Killy
- Mobilier : secteur qui regroupe la production et la distribution des produits Lafuma Mobilier
- Surf : secteur qui regroupe la distribution des produits Oxbow

Conformément à IFRS 8, la composition des secteurs ayant changé, l'information semestrielle a été retraitée afin de présenter des secteurs comparables.

### 4.1 Informations par pôle d'activité

Pour les périodes intermédiaires de six mois aux	Montagne & Outdoor			Mobilier			Surf			Total		
	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)
Produit des activités ordinaires	42 623	51 054	68 452	27 022	25 762	16 905	15 809	19 438	17 570	85 454	96 254	102 927
Dotation aux amortissements	-1 522	-1 334	-1 434	-373	-613	-638	-290	-436	-469	-2 185	-2 383	-2 541
Résultat opérationnel courant	-4 774	-6 334	-569	6 142	5 345	2 024	342	-3 826	-5 761	1 710	-4 815	-4 306
Résultat opérationnel	-4 857	-12 020	-9 026	6 069	4 166	2 464	332	-46 352	-51 877	1 544	-54 206	-58 439



## 4.2 Informations par zone géographique

Pour la période de six mois aux	France			Europe hors France			Asie			Autres			Total		
	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)
Produit des activités ordinaires	47 558	55 093	59 216	23 980	23 995	24 774	10 967	13 649	16 080	2 949	3 517	2 857	85 454	96 254	102 927

Saisonnalité de l'activité : Le secteur « Mobilier » du Groupe est soumis à des fluctuations saisonnières en raison des habitudes de consommations des clients. En particulier le mobilier de jardin qui effectue la majorité de ses ventes au cours du premier semestre de l'année. Les produits et les résultats de ce secteur sont généralement plus forts les 6 premiers mois de l'année.

## 5 RESULTAT OPERATIONNEL

### 5.1 Autres produits et charges opérationnels

Pour la période de six mois clos aux	30 juin 2014			31 mars 2013 (publié)		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Produits et charges nettes sur cession d'actifs	-263	23	-240	-157	1 877	1 720
Restructurations	-6 678	6 752	74	-3 607	27	-3 580
Restructurations financières	-322	322	0	-872	0	-872
Produits et charges relatifs aux actifs incorporels	0	0	0	-27 042	0	-27 042
Changement d'estimation des dépréciations stocks et clients	0	0	0	-11 660	0	-11 660
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>-7 263</b>	<b>7 097</b>	<b>-166</b>	<b>-43 338</b>	<b>1 904</b>	<b>-41 434</b>

Au 30 juin 2014, les mouvements sur « autres charges et produits opérationnels » traduisent le déroulement des plans de restructuration provisionnés en 2013. La charge sur cession d'actifs de 240 milliers d'euros correspond un appel en garantie de passif sur la cession de la société Le Chateau.

## 6 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au titre du semestre clos le 30 juin 2014, la charge d'impôt de 1,1 millions d'euros, est notamment constitué de :

- charge de CVAE pour 0,5 millions d'euros
- charge d'impôt exigible par Lafuma Mobilier pour 1,5 millions d'euros, société non intégrée fiscalement
- produit d'impôt différé pour 0,9 millions d'euros, dont 0,5 millions d'euros provenant de l'activation de déficits reportables, en considération de l'utilisation future de ces déficits.

La charge d'impôt exigible par Lafuma Mobilier a été comptabilisée selon IAS 34 en utilisant le taux anticipé en fin d'année et en l'appliquant au résultat de la période. Or l'activité de Lafuma Mobilier est très fortement saisonnière (90% des ventes sont réalisées sur le premier semestre) et générera des charges en seconde partie d'année, ce qui viendra réduire l'impôt exigible sur une année complète.

## 7 RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes intermédiaires de six mois aux	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)
Nombre moyen pondéré :			
- nombre d'actions émises en début d'exercice	5 987 934	3 487 934	3 487 934
- nombre pondéré d'actions émises dans l'exercice :	818 212		
> paiement des dividendes en actions			
> exercice des BSA et des stocks options			
> exercice des ABSA			
> titres d'auto-contrôle	-8 294	-6 807	-5 760
<b>Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution</b>	<b>6 797 852</b>	<b>3 481 127</b>	<b>3 482 175</b>
Nombre d'actions diluées :			
- nombre d'actions moyen pondéré sur l'exercice	6 797 852	3 481 127	3 487 934
- bons de souscription d'actions	53 190	53 200	53 200
- options de souscription d'actions			
<b>Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution</b>	<b>6 851 042</b>	<b>3 534 327</b>	<b>3 541 134</b>
Economie nette d'impôt de frais financiers sur instruments dilutifs			
<b>Résultat dilué par action (part du groupe), en euros</b>	<b>-0,08</b>	<b>-15,41</b>	<b>-16,93</b>
<b>Résultat net par action (part du groupe), en euros</b>	<b>-0,08</b>	<b>-15,64</b>	<b>-17,22</b>

## 8 ACTIFS NON COURANTS

### 8.1 Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base de business plans validés par le management une fois par an.

Au 30 juin 2014, le Groupe n'a relevé aucun indice de perte de valeur. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené.

Compte tenu de la mise en œuvre récente du plan stratégique, le Groupe considère ne pas avoir assez de recul pour revoir la valeur recouvrable de la marque Oxbow.

## 8.2 Immobilisations incorporelles

<b>Immobilisations incorporelles aux</b>	<b>Concessions licences et marques</b>	<b>Droits au bail</b>	<b>Autres immob. incorporelles</b>	<b>Immob. en cours et avances</b>	<b>Total</b>
--	--	-----------------------	--	---	--------------

### Valeurs brutes

<b>31 décembre 2013</b>	<b>31 887</b>	<b>5 096</b>	<b>8 202</b>	<b>114</b>	<b>45 299</b>
Impacts des variations de périmètre			-176		-176
Acquisitions			310		310
Cessions, sorties et reclassements			-224		-224
Reclassement			114	-114	0
Ecart de conversion			25		25
<b>30 juin 2014</b>	<b>31 887</b>	<b>5 096</b>	<b>8 251</b>	<b>0</b>	<b>45 234</b>

### Amortissements et pertes de valeur

<b>31 décembre 2013</b>	<b>-26 140</b>	<b>0</b>	<b>-6 643</b>	<b>0</b>	<b>-32 783</b>
Impacts des variations de périmètre	0	0	176		176
Dotations			-344		-344
Cessions, sorties et reclassements			215		215
Reclassement					0
Ecart de conversion			-22		-22
<b>30 juin 2014</b>	<b>-26 140</b>	<b>0</b>	<b>-6 618</b>	<b>0</b>	<b>-32 758</b>

### Valeurs nettes

<b>31 décembre 2013</b>	<b>5 747</b>	<b>5 096</b>	<b>1 559</b>	<b>114</b>	<b>12 516</b>
<b>30 juin 2014</b>	<b>5 747</b>	<b>5 096</b>	<b>1 633</b>	<b>0</b>	<b>12 476</b>

### 8.3 Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles aux	Terrains et constructions	Matériels et installations	Autres	Immob. en cours et avances	Total
<b>Valeurs brutes</b>					
<b>31 décembre 2013</b>	<b>18 304</b>	<b>20 531</b>	<b>14 270</b>	<b>10</b>	<b>53 115</b>
Impacts des variations de périmètre	-3 829	-9 022	-34		-12 885
Acquisitions	330	299	355	23	1 007
Cessions, sorties et reclassements	-380	-860	-2 198	-20	-3 458
Reclassement			3	-3	0
Ecart de conversion	57	-14	24		67
<b>30 juin 2014</b>	<b>14 482</b>	<b>10 934</b>	<b>12 420</b>	<b>10</b>	<b>37 846</b>

#### Amortissements

<b>31 décembre 2013</b>	<b>-12 479</b>	<b>-18 180</b>	<b>-11 806</b>	<b>0</b>	<b>-42 465</b>
Impacts des variations de périmètre	3 829	9 022	34		12 885
Dotations	-500	-408	-417		-1 325
Cessions, sorties et reclassements	232	850	1 660		2 742
Reclassement		-50	50		0
Ecart de conversion	-57	9	-21		-69
<b>30 juin 2014</b>	<b>-8 975</b>	<b>-8 757</b>	<b>-10 500</b>	<b>0</b>	<b>-28 232</b>

#### Valeurs nettes

<b>31 décembre 2013</b>	<b>5 825</b>	<b>2 351</b>	<b>2 464</b>	<b>10</b>	<b>10 650</b>
<b>30 juin 2014</b>	<b>5 507</b>	<b>2 177</b>	<b>1 920</b>	<b>10</b>	<b>9 614</b>

## 9 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

### 9.1 Stocks et en-cours

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Matières premières	4 132	4 639
- Dépréciation des matières premières	-1 580	-2 007
Produits et travaux en-cours	1 925	1 951
- Dépréciation des en-cours	0	0
Produits finis	3 952	7 642
- Dépréciation des produits finis	-112	-112
Marchandises	32 735	32 784
- Dépréciation des marchandises	-8 842	-9 038
<b>Stocks et en cours</b>	<b>32 210</b>	<b>35 859</b>

## 9.2 Créances clients

	30 juin 2014	31 décembre 2013
Créances clients et comptes rattachés	28 063	28 275
- Dépréciation pour créances douteuses	-3 323	-3 031
<b>Créances clients</b>	<b>24 740</b>	<b>25 244</b>

## 10 DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

### 10.1 Dettes financières nettes

<b>Pour la situation intermédiaire et la situation aux</b>	30 juin 2014	31 décembre 2013
Emprunts et crédits - part à plus d'un an	0	0
Avances conditionnées	0	0
<b>Dettes financières à long et moyen terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts et autres financements	0	4 000
Emprunts liés aux locations financements	0	2 402
Comptes-courants d'actionnaires	0	10 000
Avances conditionnées	0	110
Trésorerie passive	4 736	5 006
<b>Dettes financières à court terme</b>	<b>4 736</b>	<b>21 518</b>
Trésorerie active	-20 296	-33 835
<b>"+" : Dettes financières nettes / "-" :Trésorerie nette</b>	<b>-15 560</b>	<b>-12 317</b>

Le Groupe a bénéficié sur la période d'apports de capitaux qui lui ont permis de se désendetter : l'emprunt obligataire de 4 m€ a été remboursé le 28 février 2014 au fonds souscripteur Micado France, les comptes courants d'associés pour un montant de 10 m€ ont été incorporés pour partie au capital lors de l'augmentation de capital le 13 février 2014 (5,5 m€), et pour partie remboursés (4,5 m€).

A titre de garantie des financements moyen terme, les banques bénéficiaient des nantissements prévus au contrat syndiqué : nantissement de la marque Lafuma, des titres Oxbow, Le Chameau et Millet. Les financements à moyen terme hors crédit syndiqué bénéficiaient des mêmes garanties inscrites en second rang ainsi que d'une hypothèque sur le site d'Anneyron où se trouvait le siège social du Groupe. Les démarches nécessaires sont entreprises afin de lever ces garanties.

Il est prévu que dès levée de ces garanties, Calida Finance AG (anciennement dénommée Calida Finance et Management AG) bénéficie des garanties suivantes relatives à la ligne de crédit intragroupe de 20 millions d'euros mise en place le 31 décembre 2013 : garantie de Lafuma et nantissement des titres Oxbow SAS (90%), Eider SAS (100%), Lafuma Mobilier (100%) et Millet SAS (100%), ainsi qu'une caution personnelle et solidaire accordée par Lafuma SA et portant sur toutes les sommes dues par les filiales du Groupe.

## 10.2 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Pour les périodes intermédiaires aux	30 juin 2014	30 juin 2013 (retraité)	31 mars 2013 (publié)
<b>Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intérêts et charges financières assimilées hors escompte	-73	-760	-759
Escompte	-555	-685	-621
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>-628</b>	<b>-1 445</b>	<b>-1 380</b>
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-628</b>	<b>-1 445</b>	<b>-1 380</b>

## 11 AUTRES INFORMATIONS

### 11.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont comparables en nature et en montants à ceux de la clôture du 31 décembre 2013.

### 11.2 Passifs éventuels

Le Groupe conteste deux factures de 480 milliers d'euros. Sur avis motivé et favorable de ses avocats, le Groupe a décidé de ne pas comptabiliser ces factures, estimant ne pas les devoir.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autre passif pouvant avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Lafuma SA et de ses filiales.

### 11.3 Parties liées

La société Lafuma est contrôlée par la société Calida Holding AG. Au 30 juin 2014, le groupe Calida détient 59,92% du capital de Lafuma SA et 59,99% des droits de vote.

Le Groupe bénéficie du conseil de la société Calida Management AG avec laquelle une convention de management a été conclue en 24 février 2014.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2013 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou par son montant, n'est intervenue au cours de la période.

### 11.4 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'est intervenu entre la date de clôture et le 10 septembre 2014, date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par la Conseil d'administration et d'autorisation de leur communication.

## Attestation du Responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy-le-Vieux, le 10 septembre 2014

Felix Sulzberger

Président, Directeur-Général

# Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

## **GRANT THORNTON**

*Membre français de Grant Thornton International*

42, avenue Georges Pompidou  
69442 Lyon Cedex 03

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

## **ERNST & YOUNG et Autres**

Tour Oxygène

10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Lafuma S.A.**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Lafuma S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.



Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 de l'annexe aux états financiers relative à la comparabilité des comptes.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 11 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON  
*Membre français de Grant Thornton International*

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet

Sylvain Lauria